

LA SOUMISSION CHRONIQUE DE MAHMOUD ABBAS

En un seul coup de téléphone à son représentant à Genève, Mahmoud Abbas a montré son mépris de l'action populaire, et son manque de confiance dans le pouvoir qu'il a accumulé et dans la place des mouvements de masse dans le processus de changement.

Pendant neuf mois, des milliers de personnes - des Palestiniens, leurs sympathisants étrangers et des militants anti-occupation israéliens - en ont bavé pour s'assurer que les suites de l'offensive militaire d'Israël contre Gaza ne seront pas jetées à la poubelle à ordures des nations occupantes obsédées par leurs sentiments de supériorité.

Merci au rapport Goldstone : même en Israël des voix commencent à bégayer que peut-être il faudrait une enquête indépendante sur l'agression. Mais peu après qu'Abbas ait rendu visite jeudi au consul général états-unien, le dirigeant de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) prenait son téléphone pour donner des instructions à son représentant au Conseil des droits de l'homme des Nations unies, pour qu'il demande aux autres membres du Conseil de reporter le vote sur l'adoption des conclusions du rapport.

D'après Abbas, son revirement serait dû à une forte pression américaine et à la reprise des négociations de paix. Le porte-parole palestinien s'est quelque peu affolé en donnant différentes versions pour essayer de faire passer ce revirement, expliquant que ce n'était pas une annulation que voulait Abbas mais un report de six mois.

Est-ce que les représentants états-unien et européens à Genève approuvent l'adoption de ce report de six mois ? Est-ce qu'Israël va, dans les mois à venir, tenir compte du droit international, arrêter les constructions dans les colonies et annoncer des négociations immédiates sur leur démantèlement et la création d'un État palestinien sur les Territoires occupés ? Est-ce cela qu'une adoption du rapport aurait mis en danger ? Evidemment non ! Beaucoup d'une folie politique et du manque de perspicacité a été mis à nu avec ce coup de téléphone, à la veille de la célébration par le Hamas de sa victoire après avoir obtenu la libération de 20 prisonnières. C'est précisément ce jour-là qu'Abbas a mis Gaza à la une des journaux, étalant le défaitisme de l'OLP et crachant à la figure des victimes de l'agression ; c'est comme cela qu'ils l'ont ressenti, à Gaza et ailleurs.

Abbas a apporté effectivement la confirmation que le Hamas est la véritable direction nationale, et il a fourni des armes à tous ceux qui prétendent que la voie choisie par le Hamas - celle de la lutte armée - donnait des résultats que les négociations n'arrivaient pas à obtenir.

Ceci n'est pas une bétise isolée, mais une situation qui perdure depuis que la direction de l'OLP a concocté, en collaboration

avec les naïfs Norvégiens et les retors avocats israéliens, les Accords d'Oslo. Le mépris et le manque d'intérêt à l'égard de la connaissance et de l'expérience accumulées par les habitants des Territoires occupés dans leur longue lutte populaire ont conduit à des premières erreurs : en ne faisant pas une déclaration explicite disant que l'objectif était de créer un État à l'intérieur de frontières définies, en n'insistant pas sur le gel des constructions dans les colonies, en oubliant les prisonniers, en approuvant un arrangement sur la zone C, etc.

Une soumission chronique est toujours expliquée par un désir de « faire des progrès ». Mais pour l'OLP et le Fatah, faire un progrès c'est maintenir l'existence même de l'Autorité palestinienne, une Autorité qui fonctionne aujourd'hui plus que jamais comme un sous-traitant des forces de défenses israéliennes, des services de sécurité du Shin Bet et de l'Administration civile.

C'est une direction qui s'est convaincue que la lutte armée ne pouvait - face à la supériorité militaire israélienne certainement - donner l'indépendance. Et effectivement, les répercussions désastreuses de la Seconde Intifada confirment cette position. C'est une direction qui croit dans la négociation comme voie stratégique pour obtenir un État et une intégration dans le monde que les États-Unis sont en train de mettre en forme.

Mais dans un tel monde, il y a des profits personnels qui s'accumulent à partir d'une soumission chronique ; des avantages dont profitent les dirigeants et leur entourage immédiat. C'est ce profit personnel qui façonne la tactique.

N'est-ce vraiment qu'un choix entre négociations et théâtre de la lutte armée, comme le prétend la direction palestinienne ? Non. Le vrai choix est entre négocier dans le cadre d'une lutte populaire ancrée dans la langue d'une culture universelle et d'une égalité des droits, et négocier entre associés en affaires avec un associé débutant qui exprime docilement sa gratitude envers l'associé aguerri pour sa générosité.

Amira Hass

Ha'aretz, 7 octobre 2009



RÉACTIONS

L'ambassadeur de l'AP à l'ONU à Genève, Ibrahim Kreishi :

La direction palestinienne préférerait un « texte de compromis ». « Cela nous aidera à expliquer aux Israéliens que la communauté internationale est avec les Palestiniens pour réaliser leurs espoirs et leurs rêves. » Ou encore : « Le rapport est très technique. Nous voulons donner le temps à toutes les délégations de l'étudier en profondeur. Nous espérons qu'à la prochaine session, certains pays européens auront changé d'attitude. »

Ismaïl Hanieh, premier ministre : « La décision prise par Ramallah de retirer le rapport Goldstone était imprudente et irresponsable ». Il a estimé que l'on « vend(ait) le sang des enfants de Gaza ». « Cela n'affectera pas notre détermination de continuer à demander que les leaders de l'occupation soient envoyés à la cour (pénale internationale) pour leurs crimes ».

Tahar al-Nounou, porte-parole du Hamas, a déclaré : « Nous sommes surpris par la position de collaboration du gouvernement de Ramallah avec l'occupation. »

Bassem Khouri, le ministre palestinien de l'économie nationale (19 mai 2009), a démissionné samedi de ses fonctions, jugeant que la délégation palestinienne au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU avait manqué de fermeté.

Nabil Amr, ancien ambassadeur palestinien en Egypte et membre de l'OLP, a critiqué l'absence de Mahmoud Abbas dans les Territoires palestiniens alors qu'une explication publique était nécessaire. Il a aussi critiqué sa décision de former une commission d'enquête pour examiner les responsabilités dans le report du vote.

Le FPLP : Kayid Al-Ghoul, membre du comité central, a exigé des excuses de la part de Mahmoud Abbas tout en précisant que cette erreur ne devait pas entraver les pourparlers entre les diverses factions palestiniennes pour aboutir à l'unité.

Balad, parti palestinien d'Israël : Jamal Zahalka, le leader de Balad, a demandé la démission du président palestinien. C'est la première fois que ce parti prend position dans les affaires de l'Autorité palestinienne.

Manifestations à Gaza : Outre des manifestations avec lancers de chaussures contre les portraits d'Abbas, des professeurs d'université proches du Fatah ont fait placarder des posters à l'effigie de Mahmoud Abbas barrée d'une croix. Ils demandent expressément la démission de Mahmoud Abbas.

Manifestations en Cisjordanie : Des centaines de personnes ont manifesté à Ramallah contre l'Autorité palestinienne. Les manifestants portaient des pancartes affirmant que ce report « insulte le sang des martyrs et blesse notre peuple ». On pouvait aussi lire :

« Reporter le vote sur le rapport Goldstone libère les mains de Netanyahu à Jérusalem », en référence aux agressions contre la mosquée d'Al-Aqsa. À Jérusalem occupée, les Palestiniens ont dénoncé le report de ce vote, qualifié de « coup de poignard dans la dos et dans le cœur de tous les martyrs ».

Volte-face du gouvernement de Mahmoud Abbas : Yasser Abed Rabbo, conseiller de Mahmoud Abbas et secrétaire général du Comité exécutif de l'OLP, a reconnu que l'Autorité palestinienne « avait fait une erreur » en acceptant de suspendre la procédure d'examen du rapport Goldstone, à la demande de Washington qui s'inquiétait des répercussions que cela pourrait avoir sur le processus de paix. Mahmoud Abbas a donc décidé de soutenir la demande de la Lybie (seul pays arabe siégeant au Conseil de sécurité) de tenir une réunion d'urgence sur le rapport Goldstone. « Le président Abbas examine sérieusement la possibilité de demander au bloc arabe et islamique de présenter officiellement le rapport Goldstone aux organes internationaux, y compris l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations unies », a déclaré Saëb Erakat.

Eyad Sarraj, psychiatre, directeur du Centre de santé mentale de Gaza : « L'Autorité palestinienne ne représente plus le peuple palestinien. C'est une capitulation intégrale ».

Le Réseau des ONG Palestiniennes (PNGO) condamne la demande faite par l'Autorité Palestinienne (AP) de reporter la ratification des recommandations du rapport Goldstone. (...)Le PNGO considère que cette décision de l'Autorité Palestinienne est non seulement une insulte faite aux victimes de l'opération Plomb Durci, mais renforce également l'impunité des suspects de crimes de guerre israéliens. Et ceci, alors qu'Israël maintient un siège sur Gaza depuis 28 mois, qu'il poursuit ses agressions militaires sur la population palestinienne ainsi que l'expansion de ses colonies en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. PNGO est scandalisé par l'idée émise par l'Autorité Palestinienne selon laquelle rendre justice aux victimes de Gaza affecterait le processus de paix.

La présidence suédoise de l'UE a jugé jeudi « digne de considération » le rapport de l'ONU fustigeant l'attitude d'Israël durant l'offensive israélienne à Gaza et estimé qu'il devait être discuté devant le Conseil onusien des droits de l'Homme. Le rapport est « bien entendu digne de considération, je pense que M. Goldstone est une personne digne d'une grande crédibilité et d'une grande intégrité et, en conséquence, son rapport a du poids », a déclaré le chef de la diplomatie suédoise Carl Bildt lors d'une conférence de presse à Stockholm. Rappel : L'Europe a voté le report. Pressions américaines aussi ? Ou/et israéliennes ?